

# 14

## AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang  
01. April 2026

# Inhaltsverzeichnis

|                                                         |           |
|---------------------------------------------------------|-----------|
| <b>NEUES AUS DEN PARLAMENTEN .....</b>                  | <b>3</b>  |
| PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT .....      | 3         |
| ABGEORDNETENKAMMER.....                                 | 3         |
| SENAT .....                                             | 4         |
| PARLEMENT DE WALLONIE.....                              | 4         |
| VLAAMS PARLEMENT .....                                  | 5         |
| PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....      | 6         |
| PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB)..... | 6         |
| PARLEMENT FRANCOPHONE BRUXELLOIS .....                  | 6         |
| <b>NEUES AUS DEN REGIERUNGEN .....</b>                  | <b>7</b>  |
| FÖDERALREGIERUNG .....                                  | 7         |
| BELGISCHE NATIONALBANK .....                            | 9         |
| VLAAMSE REGERING .....                                  | 9         |
| GOUVERNEMENT DE WALLONIE .....                          | 10        |
| <b>BELGISCHES STAATSBLETT.....</b>                      | <b>11</b> |
| <b>QUELLENVERZEICHNIS .....</b>                         | <b>13</b> |

---



# Neues aus den Parlamenten



**Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

## Ausschuss II

### Besuch des Töpferiemuseums und der Burg Raeren



Am 24. März besuchte Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz das Töpferiemuseum und die Burg Raeren. ... [weiter lesen](#)

## Wie geht denn Politik?

### Ostbelgische Schüler nehmen an Rollenspiel teil



Auch in diesem Jahr hat die Arbeitsgruppe Wie geht denn Politik? wieder Veranstaltungen zur Demokratievermittlung angeboten, mit der Unterstützung von Erasmus+. Eingeladen waren die Schülerinnen und Schüler der 5. Sekundarschuljahre. ... [weiter lesen](#)

**DE KAMER BE  
LA CHAMBRE BE**  
**Abgeordnetenammer**

**ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES**  
Semaine du 30 mars au 3 avril 2026

**Jeudi, 02/04/2026**

## Questions orales

## Projets de loi

1. Projet de loi-programme, n°s [56K1378](#)/1 à 29.
2. Projet de loi portant dispositions diverses modifiant le statut des militaires, n°s [56K1285](#)/1 à 6.

3. Projet de loi introduisant un impôt sur les plus-values sur les actifs financiers, n°s [56K1244](#)/1 à 8.

**Unia-Myria – Désignation d'un membre suppléant néerlandophone de sexe féminin (scrutin secret), n° [56K1433](#)/1.**

## Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi modifiant, en vue d'étendre le critère de l'espérance de vie pour l'octroi du forfait palliatif, l'arrêté royal du 2 décembre 1999 déterminant l'intervention de l'assurance soins de santé obligatoire pour les médicaments, le matériel de soins et les auxiliaires pour les patients palliatifs à domicile visés à l'article 34, 14°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, n° [56K1438](#)/1.

2. Proposition de loi modifiant le Code de droit économique, afin de protéger le locataire en cas de faillite personnelle, n° [56K1439](#)/1.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 2013 portant exécution de la loi du 19 mai 2010 portant création de la Banque-Carrefour des Véhicules en vue d'accélérer l'identification des conducteurs des véhicules, n° [56K1442](#)/1.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé, la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 et la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, en ce qui concerne l'affichage obligatoire des organes de traitement des plaintes, n° [56K1444](#)/1.

5. Proposition de résolution relative à l'intégration du dosage de la lipoprotéine(a) dans la stratégie de lutte contre les maladies cardiovasculaires, n° [56K1445](#)/1.

6. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée afin de prévoir que les taux de TVA et la répartition des biens et des services selon ces taux ne peuvent être modifiés que par une loi, n° [56K1446](#)/1.

7. Proposition de résolution visant à renforcer le mécanisme de protection de prix en matière énergétique suite à la guerre en Iran, n° [56K1447](#)/1.

8. Proposition de loi relative à la conduite prioritaire en toute sécurité, notamment lors de poursuites policières, n° [56K1448](#)/1.

## Votes nominatifs

sur les projets de loi terminés.



## Senat

Réunions de la semaine 30/3/2026 - 5/4/2026

**30/3/2026**

### Bureau

#### Commission des Affaires institutionnelles

1. Révision de l'article 195 de la Constitution (Déclaration du pouvoir législatif, voir le "Moniteur belge", n° 111 du 27 mai 2024)  
Proposition de révision de l'article 195 de la Constitution, no [8-127/1](#).

Application de l'article 54.3, alinéa 2, du Règlement du Sénat

- a. Révision de l'article 195 de la Constitution (Déclaration du pouvoir législatif, voir le «Moniteur belge» n° 111 du 27 mai 2024)  
Proposition de révision de l'article 195 de la Constitution en vue d'y ajouter une disposition transitoire visant à modifier l'article 63 de la Constitution en ce qui concerne la répartition des sièges à la Chambre des représentants, no [8-103/1](#).
- b. Révision de l'article 195 de la Constitution (Déclaration du pouvoir législatif, voir le «Moniteur belge» n° 111 du 27 mai 2024)  
Proposition de révision de l'article 195 de la Constitution en vue d'abroger l'article 157bis de la Constitution, no [8-105/1](#).

Suite de la discussion.  
Éventuellement votes.

2. Proposition de loi spéciale modifiant la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, nos [8-148/1-4](#).

**3/4/2026**

#### Commission des Matières transversales - Compétences régionales

Établissement d'un rapport d'information afin de lutter plus efficacement contre les nuisances et incivilités dans l'espace public, no [8-160/1](#).

#### Commission des Matières transversales - Compétences communautaires - Égalité des chances entre les femmes et les hommes

1. Ordre des travaux.

2. Silencing women is silencing democracy  
Réunion de commission interparlementaire  
Parlement européen, Bruxelles, 5 mars 2026, no [8-190/1](#).

3. Proposition de résolution visant à assurer une prise en charge efficace des patients atteints de covid long, no [8-154/1](#).

À examiner conjointement avec :  
Proposition de résolution visant à une meilleure prise en charge du covid long pédiatrique, no [8-102/1](#).

Audition de :

- Pr. Elisabeth De Waele, responsable du service de nutrition clinique, UZ Brussel ;
- M. Tomaso Antonacci, président de l'ASBL Long Covid Belgium ;
- Mme Margaux Mignolet, doctorante, Unité de recherche en physiologie moléculaire, UNamur ;
- Mme Marjon Vandaele, ergothérapeute et M. Glenn Boschmans, neuropsychologue, AZ Jan Palfijn Gent.

#### Simulation diplomatique au Parlement fédéral 23-24/03/2026

Les lundi 23 et mardi 24 mars 2026 s'est tenue, à la Chambre et au Sénat, la quatrième édition de la Simulation diplomatique intergouvernementale (MIDA – Model International Diplomatic Assembly). Cette simulation a été organisée par le « Jeugd Parlement Jeunesse (JPJ) » et permet à des jeunes d'endosser le rôle de diplomates et de négocier dans des lieux prestigieux.

Les thèmes abordés cette année étaient, d'une part, l'aéronautique et la défense, et d'autre part, les droits humains.

L'objectif de ces simulations est de familiariser les jeunes avec la politique et de favoriser les échanges entre les différentes communautés linguistiques belges.



## Parlement de Wallonie

Question écrite [1044](#) (2025-2026)  
du 11/03/2026

#### La résilience territoriale et la reconstruction postinondations

de MAUEL Christine  
à DESQUESNES François, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux

La visite de cette commission dans la vallée de l'Ahr en Allemagne, fortement touchée par les

inondations de 2021, nous a permis de constater l'existence de différentes approches en matière d'aménagement du territoire, notamment en ce qui concerne la reconstruction et la prévention.

En Wallonie, plus particulièrement dans l'arrondissement de Verviers, les inondations ont mis en lumière la vulnérabilité de certains noyaux urbains situés en zone inondable, le besoin d'une gouvernance coordonnée ou encore la nécessité d'adapter certains outils (qu'ils soient juridiques ou autre). Cette énumération n'est bien évidemment pas exhaustive.

Dans la continuité des travaux menés par cette commission et à la lumière des auditions réalisées, je souhaiterais en savoir davantage sur les avancées concrètes du Gouvernement dans la poursuite de l'intégration des enseignements tirés des inondations de 2021, en ce qui concerne la politique de l'aménagement du territoire. Ainsi :

Y a-t-il eu des évolutions dans la façon dont sont prises en compte les cartographies des zones à risque dans l'octroi des décisions d'urbanisme ?

Quelles adaptations structurelles sont envisagées afin de renforcer la résilience des centres urbains existants, sans fragiliser davantage l'attractivité de nos communes rurales et frontalières ?

Enfin, lors des auditions, M. le Ministre avait indiqué que le CoDT, dans sa mouture actuelle, contenait un certain nombre de failles ou d'angles morts qu'il souhaiterait combler. Le cas échéant, à quel stade en est cette réforme ?

**Réponse** du 30/03/2026  
de DESQUESNES François

S'agissant de la prise en compte des cartographies des zones à risque, seuls les périmètres d'aléas d'inondation actuellement en vigueur disposent d'une valeur juridique et s'imposent dans l'instruction des dossiers d'urbanisme. Les enseignements tirés des événements de juillet 2021, notamment en ce qui concerne leur intensité et leur période de retour, seront intégrés dans la prochaine mise à jour des périmètres d'aléas d'inondation, à l'échelle de l'ensemble du territoire wallon. Ces travaux relèvent cependant de la compétence du ministre Dolimont.

Cela étant, les événements récents sont d'ores et déjà pris en considération dans l'analyse des projets d'urbanisme, tant par les autorités régionales que locales.

À cet égard, l'article D.IV.57, §1er, alinéa 1er, 3° du CoDT prévoit en effet qu'un permis peut être soit refusé, soit subordonné à des conditions particulières lorsque les actes ou travaux se rapportent à des biens immobiliers exposés à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation.

S'agissant des adaptations structurelles destinées à renforcer la résilience des centres urbains, ceux-ci peuvent se décliner en plusieurs axes :

- les travaux du Groupe transversal Inondations (GTI) sous la présidence du CORTEX et relevant de la compétence du ministre Dolimont ;
- la prise en compte du schéma de développement du territoire et en particulier de l'objectif « Réduire la vulnérabilité du territoire et de ses habitants aux risques naturels et technologiques et à l'exposition aux nuisances anthropiques » ;
- la réalisation et la mise en œuvre de Schémas stratégiques multidisciplinaires qui visent à orienter l'action régionale et locale en matière de résilience face aux inondations.

Enfin, s'agissant des adaptations du CoDT, suite à l'adoption du décret-programme, « Le refus d'approuver un SDC peut être fondé sur la non-conformité aux objectifs du Schéma de développement du territoire (SDT) ou pour des motifs d'opportunité s'ils portent sur l'optimisation spatiale ou sur des motifs qui visent la lutte contre les inondations. »

Le message est clair, l'approbation d'un SDC pourra être refusée si celui-ci est susceptible de mettre à mal la stratégie de la Région en matière de lutte contre les inondations.

Par ailleurs, l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2025, remplaçant la nomenclature des actes et travaux soumis à permis, a intégré la prise en compte du risque d'inondation pour soumettre à nouveau à permis d'urbanisme certains actes qui en étaient auparavant dispensés.

L'ensemble de ces mesures traduit la volonté du Gouvernement d'intégrer pleinement la prévention du risque d'inondation dans les politiques d'aménagement du territoire, tout en veillant à préserver l'attractivité et le développement équilibré de nos territoires, qu'ils soient urbains, ruraux ou frontalières.



**Vlaams Parlement**

**Dokument Nr. [769](#) (2025-2026) nr. 1  
26.03.2026**

Voorstel van resolutie over de toekomst van de gesloten jeugdhulp

**Dokument Nr. [762](#) (2025-2026) nr. 1  
25.03.2026**

Voorstel van decreet tot wijziging van de Vlaamse Codex Wonen van 2021, wat betreft de systematische verificatie van onroerend bezit bij de toelating

tot sociale woningen voor kandidaat-huurders met buitenlandse nationaliteit

**Dokument Nr. [760](#) (2025-2026) nr. 1  
23.03.2026**

Ontwerp van decreet over het stelsel van loopbaankrediet

**Dokument Nr. [759](#) (2025-2026) nr. 1  
23.03.2026**

Ontwerp van decreet tot wijziging van meerdere decreten over het beleidsdomein Onderwijs en Vorming, wat betreft de studietoelagen in het hoger onderwijs en de kinderdagverblijven en voor- en nabewaking in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad

**Dokument Nr. [757](#) (2025-2026) nr. 1  
23.03.2026**

Voorstel van decreet tot wijziging van het decreet van 15 februari 2019 betreffende het jeugdadelinquentierecht, wat betreft de verruiming van de uitsluitingsgronden voor de elektronische monitoring van minderjarigen die drugsfeiten plegen

**Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 25 maart?**

26 maart 2026

Het Vlaams Parlement komt wekelijks samen in de plenaire vergadering. Wat stond er op de agenda? Eerst hield het parlement een actualiteitsdebat over de impact van de fors gestegen energieprijzen op bedrijven en gezinnen. Daarna kwamen er nog enkele [actuele vragen](#) en een ontwerp van decreet aan bod. Wat werd er beslist?

**[Samenwerking rond afval en zwerfvuil](#)**

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed dat instemt met een samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het akkoord legt een kader vast voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en voor zwerfvuil.

Met die uitgebreide producentenverantwoordelijkheid worden producenten mee verantwoordelijk voor de inzameling en verwerking van het afval dat ze op de markt brengen. Het akkoord moet zorgen voor een betere afstemming tussen de gewesten en een efficiëntere aanpak van afval en zwerfvuil.

In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je [hier](#).



**Parlement de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles**

**Dokument Nr. [235](#) (2025-2026)  
24.03.2026**

Rapport annuel 2025 de la commission des experts visé par l'article 2 ter, §9 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, inséré par l'article 2 du décret du 20 mars 2014



**Parlement de la Région de  
Bruxelles-Capitale (PRB)**

**Votes sur les budgets 2026**

28/03/2026

Lors de la séance plénière du vendredi 27 mars 2026, le Parlement bruxellois a adopté les projets de budgets du gouvernement relatifs aux recettes et aux dépenses pour l'année 2026. ... [lire plus](#)

**300 élèves, un hémicycle comble et une énergie incroyable !**

27/03/2026

L'animation « Ta voix, ton choix. À toi de voter ! », organisée avec Infor Jeunes Bruxelles et Bruxelles-J, a permis à des jeunes, futurs électeurs, de plonger au cœur de la démocratie. ... [lire plus](#)

**Lancement de la commission délibérative «  
La propreté de l'espace public »**

26/03/2026

Le jeudi 26 mars 2026 marque le lancement de la commission délibérative « La propreté de l'espace public ». ... [lire plus](#)



**Parlement francophone  
bruxellois**

**Dokument Nr. [57](#) (2025-2026) n° 1  
20.03.2026**

Projet de décret contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2026

# Neues aus den Regierungen



Mitteilung vom 31.03.2026

## Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 31 mars 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 3.008 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312814867 - 09/07/2026  
Montant accepté (EUR milliards) : 1.016  
Rend. moyen pondéré: 2.151%  
Bid-to-cover ratio : 1.91

ISIN Code : BE0312817894 - 15/10/2026  
Montant accepté (EUR milliards) : 1.006  
Rend. moyen pondéré: 2.406%  
Bid-to-cover ratio : 1.89

ISIN Code : BE0312822944 - 11/03/2027  
Montant accepté (EUR milliards) : 0.986  
Rend. moyen pondéré: 2.584%  
Bid-to-cover ratio : 2.33

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Mitteilung vom 30.03.2026

## Rachat OLO 31

Dans le cadre du programme de rachat prévu dans le plan de financement 2026, l'Agence fédérale de la Dette commence à coter, à partir de ce lundi 30 mars, des prix d'achat sur le segment Treasury (TRS) de MTS Belgium afin de racheter l'OLO 31 (ISIN BE0000291972).

Cet emprunt, dont 20.687 milliards d'euros sont actuellement en circulation, arrivera à échéance le 28 mars 2028.

Mitteilung vom 27.03.2026

## Conseil des ministres du 27 mars 2026

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 27 mars 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

## Financement d'un événement dans le cadre de la Fête nationale

Sur proposition du Premier ministre Bart De Wever, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le financement habituel d'un événement dans le cadre de la Fête nationale du 21 juillet 2026, via une redistribution de la provision interdépartementale générale.

## Abonnement à la licence Orbis pour la Sûreté de l'État

Sur proposition de la ministre de la Justice Anne-lies Verlinden, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'acquisition de la licence Orbis pour les années 2025-2028 par la Sûreté de l'État.

## Défense : développement d'un écosystème pour la protection des infrastructures maritimes critiques

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'octroi d'une subvention à "De Blauwe Cluster" concernant le développement d'un écosystème pour la protection des infrastructures maritimes critiques, accompagné de l'octroi d'un subside facultatif.

## Nomination de membres à la Commission interdépartementale pour le développement durable

Sur proposition du ministre chargé du Développement durable Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant nomination de certains membres de la Commission interdépartementale pour le développement durable.

## Modèle de gouvernance du nouveau Service public fédéral Migration

Sur proposition de la ministre de la Fonction publique Vanessa Matz et de la ministre de l'Asile et de la Migration Anneleen Van Bossuyt, le Conseil des ministres a approuvé le modèle de gouvernance du nouveau Service public fédéral Migration à créer.

## Code pénal social : extension de la plateforme e-dossier

Sur proposition du ministre de l'Emploi David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant le Code pénal social en vue de l'extension de la plateforme e-dossier.

## Transposition de la directive européenne visant la simplification des exigences relatives au reporting de durabilité

Sur proposition du ministre de l'Économie David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un



avant-projet de loi en vue de la transposition partielle de la directive (UE) 2026/470 visant la simplification des exigences relatives au reporting de durabilité.

### **Modifications dans le cadre de la réforme de la pension de maladie des fonctionnaires - Deuxième lecture**

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi visant à stimuler la réintégration des agents du secteur public en incapacité de travail par l'employeur.

### **Système européen d'échange de quotas d'émissions : utilisation de la part fédérale présumée des recettes pour 2026**

Sur proposition du ministre du Climat et de la Transition environnementale Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a marqué son accord sur les projets de financement pour les recettes 2026 provenant de l'échange des quotas d'émission (ETS).

### **Mise en œuvre du règlement européen sur les données**

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi implémentant en droit belge le règlement européen sur les données (Data Act).

### **Marché public relatif à l'achat de produits d'aide alimentaire**

Sur proposition de la ministre de l'Intégration sociale Anneleen Van Bossuyt, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à l'achat de produits d'aide alimentaire.

### **Règlement de la procédure de recours accélérée contre les résultats des élections du conseil de l'Institut des experts en automobiles**

Sur proposition de la ministre des Classes moyennes Éléonore Simonet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant règlement de la procédure accélérée en cas de recours auprès du Conseil d'État contre les résultats des élections du conseil de l'Institut des experts en automobiles.

### **Organisation des mises aux enchères d'énergie dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité**

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a marqué son accord sur un projet d'arrêté ministériel portant instruction au gestionnaire du réseau d'organiser, en 2026, plusieurs mises aux enchères d'énergie dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité.

### **Directives relatives au budget initial 2027**

Sur proposition du ministre du Budget Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a approuvé un projet de circulaire comprenant les directives relatives au budget initial 2027 et aux estimations pluriannuelles 2028-2031.

### **La Belgique s'engage en faveur d'une approche intégrée du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution**

Le 27 mars 2026, le SPF Affaires étrangères, en collaboration avec le SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement, a organisé une conférence au Palais d'Egmont à l'occasion de la publication du dernier rapport de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) intitulé «Environmental Outlook on the Triple Planetary Crisis». La réunion a rassemblé de nombreux acteurs belges, dont de nombreuses autorités compétentes, du niveau européen au niveau local, ainsi que des représentants d'entreprises, de la société civile, de groupes de réflexion et du monde universitaire. L'objectif de la conférence était de mieux comprendre les conséquences de cette triple crise – changement climatique, perte de biodiversité, pollution – pour la Belgique et l'Europe, et de partager des exemples concrets afin de développer une politique plus intégrée en la matière.

Mitteilung vom 26.03.2026

### **À New York la Belgique présente sa candidature pour accueillir le secrétariat du Traité des Nations unies sur l'océan**

Les derniers préparatifs en vue de l'entrée en vigueur du nouveau Traité des Nations unies sur l'océan ont débuté lundi 23 mars 2026 à New York. Il s'agit d'un moment important pour la Belgique, qui présentera le 1er avril 2026 aux États membres de l'ONU sa candidature pour accueillir le secrétariat du nouveau Traité des Nations unies sur l'océan.

### **Hinter den Kulissen der Cyber Security Challenge Belgium 2026**

EINLADUNG AN DIE PRESSE Am Samstag, den 28. März 2026 messen sich Belgiens beste Cybersicherheitsstudenten im großen Finale der Cyber Security Challenge Belgium (CSCBE) 2026 – einem Wettbewerb, der seine 12. Ausgabe feiert und sich als einer der größten Cybersicherheitswettbewerbe für Nachwuchstalente in Europa etabliert hat. Das Finale findet als eintägige Präsenzveranstaltung statt, bei der die besten Teams aus den Online-Qualifikationsrunden aufeinandertreffen, um den Titel zu erkämpfen.



Mitteilung vom 25.03.2026

### Rapport annuel 2025 du Service de Médiation pour les pensions - dossier de presse

Le Collège des médiateurs fédéraux pour les pensions, Bernard Fransolet (FR) et Tony Van Der Steen (NL) a déposé son Rapport annuel 2025 auprès de la Ministre des Pensions, monsieur Jan Jambon, ainsi qu'auprès de la Chambre des représentants. Il s'agit du 26ème Rapport annuel du Service de Médiation pour les pensions.

### La Monnaie Royale de Belgique introduit le Belga Gold 2026 : La première pièce d'investissement officielle belge

La Monnaie Royale de Belgique a présenté aujourd'hui le Belga Gold 2026 : la toute première pièce d'or officielle belge. Cette pièce unique, fabriquée en or fin 999,9, constitue un moment historique tant pour les collectionneurs que pour les investisseurs en métaux précieux. Son nom fait référence à l'ancienne monnaie belge « Belga » de 1926, symbole de confiance et de stabilité monétaire. Lors d'une cérémonie officielle, le premier Belga Gold a été dévoilé par Filip Van de Velde, président du SPF Finances, et Giovanni Van de Velde, Commissaire des Monnaies de la Monnaie Royale de Belgique.

En 2024, la valeur des échanges internationaux a continué de diminuer dans toutes les régions. Les exportations ont baissé de 6,3 % à Bruxelles, de 0,5 % en Flandre et de 0,8 % en Wallonie, tandis que les importations ont régressé de 7,3 % à Bruxelles et de 0,5 % en Flandre. La Wallonie est la seule région où les importations ont légèrement augmenté (1,6 %). ... [lire plus](#)

### La confiance des chefs d'entreprise campe à un bas niveau en mars

25 mars 2026 - 15:00

- La confiance des chefs d'entreprise, qui s'était effondrée le mois dernier, peine à se redresser.
- Les évolutions varient fortement selon la branche d'activité interrogée. Le climat des affaires s'est détérioré dans la construction et dans les services aux entreprises, tandis que le commerce a enregistré une forte reprise. Dans l'industrie manufacturière, la confiance des chefs d'entreprise s'est légèrement rétablie.

Dans la construction, où l'indicateur s'est sensiblement replié, les chefs d'entreprise évaluent leur carnet de commandes total de manière nettement plus pessimiste, et ils s'attendent à ce que la baisse de la demande s'accélère. ... [lire plus](#)



## Belgische Nationalbank

### La Banque poursuit ses progrès en matière d'investissement durable et responsable

31 mars 2026 - 10:00

Le 25 mars, la Banque nationale de Belgique a publié son rapport annuel sur la transparence en matière de données climatiques des portefeuilles ne relevant pas de la politique monétaire. ... [lire plus](#)

### Le commerce de biens a continué de se contracter en 2024 dans toutes les régions, avec un recul plus prononcé à Bruxelles

27 mars 2026 - 11:00

- Le commerce de biens a ralenti dans toutes les régions en 2024 ; le repli a été particulièrement marqué à Bruxelles, où il s'est encore accentué par rapport à 2023.
- Le commerce des services a progressé dans les trois régions en 2024, amortissant la baisse généralisée du commerce de biens.
- La croissance du commerce des services à Bruxelles et en Flandre sur la période 2019-2024 a surtout été portée par la zone euro, tandis que les partenaires hors UE ont également contribué à la croissance en Wallonie.



## Vlaamse Regering

### Ministerraad van 27 maart 2026

- Flanders Investment and Trade (FIT): benoeming directeur-generaal
- Subsidie projecten in het kader van de oproep City of Things 2025
- Subsidie programma voor Burgerwetenschap AI
- Samenwerkingsakkoord Individual Learning Account
- Aanspreekpunten jeugd- en kinderrechtenbeleid (JKB)
- Vlaamse Handhaving Vlaamse Codex Wonen
- Sectorale Vormingsfondsen sector maatwerkbedrijven: subsidie uitvoering VIA4 en tripartite akkoord
- Uitbreiding personeelsformatie Agentschap voor Hoger Onderwijs, Volwassenenonderwijs, Kwalificaties en Studietoelagen (AHOVOKS) ter uitvoering van het NT2-beleid
- Wijziging diverse onderwijsdecreten: flexibilisering organisatie levensbeschouwelijke vakken
- Vlaamse Handhaving Scheepvaartdecreet
- Wijziging regelgeving ondersteuning personen met een handicap: hervorming toeleidingsprocedure naar persoonsvolgend budget

- Erkenningsbesluit (coördinerend) gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker: wijziging
- Beheersovereenkomst Circuscentrum
- Strategische Visienota Kunsten en Cultureel Erfgoed in Vlaanderen (2026-2030)
- Addenda overeenkomsten Centra voor Geestelijke Gezondheidszorg (CGG)
- Ontwerp van verzameldecreet omgeving, leefmilieu en natuur, ruimtelijke ordening en landbouw
- Rendac bv: subsidie ophaal- en verwerkingskosten van krenten van landbouwdieren
- Oprichting Vlaams fonds voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en zwerfvuil
- nv Aquafin: ondernemingsplan 2026
- Sport Vlaanderen: herplaatsing algemeen directeur
- Amendement concessieovereenkomst luchthaven Kortrijk-Wevelgem
- Controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg
- Voorontwerp van instemmingsdecreet samenwerkingssakkoord uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en zwerfvuil
- Mededelingen

#### **Ministerraad via elektronische procedure van 25 maart 2026**

- Raad van bestuur Vlaams-Europees Verbandsagentschap vzw (vleva): voordracht leden

#### **Le Gouvernement décide la fin du dispositif APE**

Le Gouvernement wallon a adopté en première lecture l'avant-projet de décret-cadre organisant l'intégration des dispositifs de soutien à l'emploi dans les politiques sectorielles. ... [lire plus](#)



#### **Gouvernement de Wallonie**

Mitteilung vom 25.03.2026

#### **Une stratégie commune en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles pour renforcer durablement l'attractivité des métiers du soin et de l'accompagnement**

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont pris acte de la stratégie conjointe 2026-2031 visant à répondre durablement aux pénuries dans les métiers du soin et de l'accompagnement. Fruit d'une co-construction associant les acteurs de terrain, les partenaires sociaux, les administrations et en lien étroit avec le fédéral, cette stratégie vise à apporter sur cinq ans des réponses structurelles à un enjeu majeur pour notre société. ... [lire plus](#)

# Belgisches Staatsblatt



## **N. 72 vom 27. März 2026** (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
26. Februar 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 21. Oktober 1992 zur Schaffung der Basiskonzertierungsausschüsse der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [19018](#).

## **N. 74 vom 31. März 2026** (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
**Beschäftigung - Zulassung Leiharbeitsmittler in der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [19468](#).

---

## **Deutsche Übersetzungen**

### **N. 70 vom 26. März 2026**

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres  
9. April 2024 - **Gesetz zur Abänderung von Artikel 3ter Absatz 1 des Königlichen Erlasses Nr. 50 vom 24. Oktober 1967 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Lohnempfänger** - Deutsche Übersetzung, S. [18043](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Kanzlei des Premierministers  
4. September 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und des Königlichen Erlasses vom 9. März 2022 zur Festlegung der Modalitäten in Bezug auf die Verpflichtung der Wirtschaftsteilnehmer im Bereich der elektronischen Rechnungsstellung im Rahmen von öffentlichen Aufträgen und Konzessionsverträgen** - Deutsche Übersetzung, S. [18069](#).

---



19018

BELGISCH STAATSBAD — 27.03.2026 – Ed. 2 — MONITEUR BELGE

## MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002248]

26. FEBRUAR 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 21. Oktober 1992 zur Schaffung der Basiskonzertierungsausschüsse der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Beamten dieser Behörden, Artikel 10, abgeändert durch das Gesetz vom 19. Juli 1983, und Artikel 11, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 11. April 1999;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Beamten dieser Behörden, Artikel 34, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Dezember 2007, und Artikel 42 § 1 und Artikel 97bis, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 2. August 1990 und abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 8. Mai 2001;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 21. Oktober 1992 zur Schaffung der Basiskonzertierungsausschüsse der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des begründeten Gutachtens des übergeordneten Konzertierungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 17. Dezember 2025;

Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

**Artikel 1** - In Artikel 1 Buchstabe G des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 21. Oktober 1992 zur Schaffung der Basiskonzertierungsausschüsse der Deutschsprachigen Gemeinschaft, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 29. Juni 2006, wird die Wortfolge „der für das Unterrichtswesen zuständige Minister“ durch die Wortfolge „der Direktor der autonomen Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft“ ersetzt.

**Art. 2** - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

**Art. 3** - Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 26. Februar 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,  
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen  
O. PAASCH

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung  
J. FRANSEN

19468

BELGISCH STAATSBAD — 31.03.2026 — MONITEUR BELGE

## MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002316]

## Beschäftigung

Durch einen ministeriellen Erlass vom 10. März 2026 wird eine unbefristete Zulassung erteilt an „Lost in Space“ als Leiharbeitsvermittler in der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

# Quellenverzeichnis

## PARLAMENTE

### Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- [pdg.be](http://pdg.be)

### Abgeordnetenkommission

- [lachambre.be](http://lachambre.be)

### Senat

- [senate.be](http://senate.be)

### Parlament Wallonie

- [parlement-wallonie.be](http://parlement-wallonie.be)

### Vlaams Parlement

- [vlaamsparlement.be](http://vlaamsparlement.be)

### Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- [pfbw.be](http://pfbw.be)

### Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- [parlement.brussels](http://parlement.brussels)

### Parlement francophone Bruxellois

- [parlementfrancophone.brussels](http://parlementfrancophone.brussels)

### Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- [raadvgc.be](http://raadvgc.be)

## REGIERUNGEN

### Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- [ostbelgienlive.be](http://ostbelgienlive.be)

### Föderalregierung

- [news.belgium.be](http://news.belgium.be)

### Belgische Nationalbank

- [nbb.be/de](http://nbb.be/de)

### Vlaamse Regering

- [beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be](http://beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be)

### Gouvernement de Wallonie

- [wallonie.be/fr](http://wallonie.be/fr)

### Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- [gouvernement.cfwb.be](http://gouvernement.cfwb.be)

## EUROPA UND REGIONALPOLITIK

### Europäische Union

- [consilium.europa.eu/de/european-council](http://consilium.europa.eu/de/european-council)
- [commission.europa.eu/index\\_de](http://commission.europa.eu/index_de)
- [europarl.europa.eu/portal/de](http://europarl.europa.eu/portal/de)
- [secure.ipex.eu/IPEXL-WEB](http://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB)

### Europäischer Rechnungshof

- [eca.europa.eu/de](http://eca.europa.eu/de)

### Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- [cor.europa.eu/de](http://cor.europa.eu/de)

### Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- [coe.int/en/web/congress/home](http://coe.int/en/web/congress/home)

### Benelux-Parlament

- [beneluxparl.eu/fr](http://beneluxparl.eu/fr)

### Großregion – Gipfel und IPR

- [grossregion.net](http://grossregion.net)
- [cpi-ipr.eu](http://cpi-ipr.eu)

### EVTZ Euregio Maas-Rhein

- [euregio-mr.info/de](http://euregio-mr.info/de)

### CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- [calrenet.eu](http://calrenet.eu)

### AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- [aebr.eu](http://aebr.eu)

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- [const-court.be/de](http://const-court.be/de)

## BELGISCHES STAATSBLETT

- [ejustice.just.fgov.be](http://ejustice.just.fgov.be)